



(Europress.)

UNE HABITANTE DE BAB-EL-OUED DANS SON CABINET DE TOILETTE.
« Bien sûr, il y a eu des erreurs, je ne dis pas ! »

Le drame du Rocher Noir

● **Clare Hollingworth,**
envoyée spéciale du
grand journal britannique
« The Guardian »,
nous câble :

EN Algérie, la phase finale vient de commencer. L'Exécutif provisoire s'est installé, en même temps que le nouveau Haut Commissaire, M. Christian Fouchet, dans la forteresse du Rocher Noir. Ses membres musulmans, parmi lesquels le président Abderramane Farès, ont fait des commentaires appropriés sur leur retour au pays natal; ils ont formulé l'espoir pieux de voir les deux communautés travailler désormais ensemble à l'édification de la nouvelle République algérienne. Mais la tâche qui les attend est infiniment difficile. Comment réussiront-ils à organiser le référendum d'autodétermination, point de départ du nouvel Etat, alors que l'Exécutif provisoire n'est qu'une « tête coupée », sans contact et sans communications avec le corps de l'Algérie ?

Le Rocher Noir est un endroit

idéal, au bord de la mer, pour y passer le printemps et l'été. Mais cette « cité administrative » se trouve à une heure de voiture du centre de la ville qu'elle est censée administrer. D'autre part, la garde de 5.000 hommes, lourdement armés, les champs de mines et les kilomètres de barbelés qui l'entourent en rendent l'accès très difficile, sinon impossible, pour les citoyens algériens qui auraient des affaires à régler avec les autorités civiles.

Plus grave encore : les quelques fonctionnaires qui sont restés à leur poste — en majorité des femmes — sont « Algérie française » jusqu'à la dernière goutte de sang. Ils sont convaincus, par exemple, que le sifflet du train qui les conduit chaque matin à leur travail scande régulièrement les trois brèves et les deux longues du slogan « Algérie française ». Leur attitude à l'égard du nouvel Exécutif est résumée par le fait qu'ils refusent de prendre ses communications téléphoniques. Leur refus de coopérer avec leurs nouveaux maîtres est si total que les membres de l'Exécutif provisoire

envisagent de faire venir de France leurs propres fonctionnaires. Malheureusement, les nouveaux employés ne connaîtront pratiquement rien de la situation délicate qui régnait tel.

Dans les 48 heures

L'une des nombreuses erreurs du gouvernement français, c'est-à-dire du général de Gaulle, a été de se préoccuper uniquement, au cours des derniers mois, de l'état d'esprit de l'Armée, sans se soucier de celui des services civils. L'appui, ou en tout cas la neutralité de l'Armée, était sans doute d'une importance capitale. Mais la complicité des fonctionnaires civils avec l'O.A.S. a fait beaucoup plus pour renforcer le pouvoir de Salan et de son équipe qu'on ne l'avait prévu. Il est possible que les responsables les plus haut placés du Rocher Noir aient été fidèles à de Gaulle, bien que cela ne soit pas certain pour tous; mais leurs ordres et leurs instructions n'ont jamais été appliqués à l'échelon inférieur de l'administration et ils n'ont

rien fait pour obtenir qu'ils le soient. En fait, la majorité des fonctionnaires subalternes se contentent, depuis plusieurs semaines, de passer une demi-heure à leur bureau pour bavarder avec leurs collègues. D'autres consacrent la plus grande partie de leur temps à aider activement l'O.A.S.

Pendant les deux mois que j'ai passés à Alger, il a toujours suffi de déposer à la Poste centrale une lettre non timbrée adressée à l'ex-général Salan pour obtenir une réponse dans les 48 heures. Tout le monde le savait et personne n'a essayé d'arrêter cette correspondance. Les lettres et les télégrammes arrivant de l'étranger étaient régulièrement délivrés à l'ex-général Salan et ses réponses envoyées à leurs destinataires. Les permis de conduire, cartes grises, coupe-file de presse, laissez-passer officiels, etc., étaient immédiatement délivrés aux membres connus de l'O.A.S., jusqu'au jour où la détérioration du pouvoir civil est devenue telle qu'aucun de ces documents n'était plus néces-



UN SOLDAT EN FACTION DANS LE CENTRE D'ALGER.
L'O.A.S. travaille sur rendez-vous.

(L'Express.)

saire. Il suffisait alors à un membre de l'O.A.S. qui conduisait une voiture volée d'en barbouiller le numéro pour échapper à tous les contrôles.

Dans le domaine de la publicité et de l'information, l'Administration employait un groupe de fonctionnaires terrorisés et inexpérimentés. Salan, en revanche, a une organisation de premier ordre qui passe les « tuyaux » aux journalistes considérés comme sympathisants. On leur fait dire, par exemple : « Allez à la place du Gouvernement cet après-midi, à 3 h. 30, mais tenez-vous aussi près de la mer que possible. Vous aurez un bon papier à envoyer. » Lorsque les obus de mortier ont décimé la foule, place du Gouvernement, il y a eu une quinzaine de jours, quelques reporters, prévenus par l'O.A.S., ont assisté à toute la scène.

Je n'ai pas eu confirmation de la rumeur selon laquelle des journalistes et des photographes auraient accompagné des groupes de l'O.A.S. au cours de certains raids, mais cela n'aurait rien de surprenant.

Sans garantie

L'O.A.S. distribuait un bulletin d'information quotidien à l'hôtel Aletti, quartier général des journalistes ; des porte-parole militaires et politiques de l'O.A.S. y rencontraient les correspondants étrangers, répondaient à leurs questions et proposaient de leur organiser une entrevue avec Salan. Lorsque les communications avec l'étranger sont mauvaises — et elles le sont presque tout le temps — les émissaires de Salan offrent aux journalistes épuisés d'acheminer leurs câbles. A l'inverse, les sympathisants de l'O.A.S. dans l'administration des Postes retardent ou empêchent tout à fait la transmission des câbles ou des appels téléphoniques pour l'étranger — mais non pour la France — provenant de correspondants dont les sympathies pour la cause de l'Algérie française sont douteuses.

Une administration loyale et efficace aurait pu mettre fin à toutes ces pratiques dès le début. Mais rien n'a été fait et le service des

postes, en particulier, s'est complètement désintégré. Aujourd'hui, le courrier n'est plus ramassé dans les boîtes aux lettres ; il doit être déposé — ou retiré — directement à la Poste centrale, sans aucune garantie d'acheminement. Les communications entre les différentes villes d'Algérie sont pratiquement interrompues.

Ce chaos administratif rend la tâche de l'Exécutif provisoire particulièrement difficile. Comment pourra-t-il organiser l'avenir alors que le présent ne fonctionne même pas ?

A l'aéroport, les services sont assurés par les C.R.S. Plusieurs centaines, parfois des milliers d'Européens passent des journées entières à tenter frénétiquement de quitter l'Algérie. Beaucoup d'entre eux étaient, il y a quelques jours encore, des partisans convaincus de Salan, mais ils ont senti le vent tourner et ne songent plus qu'à partir. Un grand nombre déclarent avoir été me-

nacés par l'O.A.S. Des hommes d'affaires étrangers, qui ont retenu leur place depuis des semaines, se voient interdire le départ, même s'ils se font accompagner à Maison-Blanche par leurs représentants consulaires. Il n'y a plus d'autorité à qui faire appel. Mais le drapeau tricolore continue de flotter sur les bâtiments et le gouvernement français reste théoriquement responsable du maintien de l'ordre.

La marche de l'Histoire

Si cette situation se maintient — et qui pourrait y mettre fin ? — comment l'Exécutif provisoire, sans communications et sans autorité, réussira-t-il à organiser le référendum d'autodétermination ?

L'attitude officielle des fonctionnaires français est d'un optimisme tout à fait irréaliste : « La marche de l'Histoire ne peut plus être arrêtée ; le référendum aura lieu ; il ne sera peut-être pas très bien orga-

nisé dans certaines zones, mais il aura lieu et la nouvelle République algérienne sera installée; rien ne peut plus empêcher cela.»

En fait, c'est sans doute ce qui se passera. Conçue dans le sang et la cruauté, née dans le chaos et le mensonge, la nouvelle République sur verra et grandira. Mais l'attitude des sages-femmes officielles n'est guère réaliste. On peut se tenir à l'écart de la bataille et prier pour que tout se passe bien — « on », c'est-à-dire tous ceux qui ne s'emploient pas activement à étrangler l'enfant péniblement accouché — mais le fait demeure que la force de l'O.A.S. n'est en aucune façon brisée. Personne, dans la population européenne, n'ose signaler aux « forces de l'ordre » les activités de l'O.A.S. Celle-ci a déjà abattu tant de gens, Européens et musulmans, qu'elle n'en est plus à quelques meurtres près, et personne ne veut prendre le risque d'être désigné comme cible à l'un de ses tueurs. C'est cette terreur permanente qui empêche tous les Européens, depuis les policiers jusqu'aux petits commerçants, de désobéir aux ordres de Salan, qu'il les invite à faire la grève (ce qu'aucun commerçant n'apprécie beaucoup) ou à peindre des slogans O.A.S. sur les murs.

La philosophie du bunker

Il y a eu, il faut le reconnaître, un léger renforcement de l'autorité dans les grandes villes, mais l'anarchie pourrait s'installer à nouveau du jour au lendemain. L'O.A.S. annonce qu'elle va créer des maquis et qu'elle dispose déjà de 5.000 hommes armés dans le bled. Les autorités militaires ramènent ce chiffre aux alentours de 2.000, mais cela suffirait déjà, avec les 500 commandos O.A.S. d'Alger et ceux d'Oran, pour créer des ennuis sérieux. Grâce à l'indifférence ou à la mollesse des forces de l'ordre les plus gaullistes, le « gros gibier » a pu échapper au coup de filet de Bab-el-Oued. Ce n'était pas une nouvelle encourageante pour les nouveaux arrivants du Rocher Noir, pas plus que le fait — confirmé par un témoin britannique digne de foi — qu'un stock considérable de mitrailleuses a été aperçu dans les caves d'un immeuble d'où l'on avait tiré sur la foule et qui avait fait, en principe, l'objet d'une fouille particulièrement minutieuse.

Parmi les membres des classes moyennes qui soutiennent l'O.A.S., beaucoup savent qu'elle a perdu la bataille et qu'elle est condamnée à se désintégrer tôt ou tard. Mais aucun n'ose l'admettre en public et les petites gens de Bab-el-Oued et d'ailleurs gardent toute leur confiance dans les chefs de l'O.A.S. Ils semblent ignorer que ces chefs se querellent déjà entre eux. Certains accepteraient la solution d'un partage « de facto » — pratiquement impossible à réaliser. D'autres, résolus à aller jusqu'au bout de la résistance, préconisent la « philosophie du bunker », inspirée de l'exemple nazi, qui consisterait à tout faire sauter, à tout détruire — puits de pétrole, stations de pompage, installations portuaires, édifices publics, eux-mêmes et autant de gens que possible — plutôt que de laisser les musulmans s'en emparer.

A contre-cœur

L'Algérie française a maintenant ses martyrs, mais ils sont morts trop tard pour lui être utiles. Ce sont les 60 hommes, femmes et enfants qui ont été tués par la troupe le 26 mars. C'est une tragédie politique, mais si la responsabilité immédiate paraît incombant aux officiers supérieurs qui ont placé des conscrits fatigués et sans expérience, dont beaucoup de musulmans, à un endroit stratégique important d'Alger, c'est l'O.A.S. qui en est la véritable responsable. Et cela non seulement parce qu'elle a délibérément provoqué la troupe, en tirant sur elle, depuis les balcons et les toits, mais parce que l'horrible massacre n'aurait pas été possible si l'O.A.S. n'avait pas ouvert le feu sur les troupes françaises, deux jours plus tôt, à Bab-el-Oued.

Cet événement, plus que n'importe quel autre, a changé toute la situation; cela ne fait aucun doute. C'est pourquoi il est stupéfiant et presque incroyable de constater que la plupart des Européens avec lesquels j'ai discuté approuvent l'action de l'O.A.S. (Lire, en pages 14 et 15, le témoignage de Gérard Piloquet.)



UN HÉLICOPTÈRE EN PATROUILLE DANS LE CIEL D'ALGER.
Mais où est le gros gibier ?

L'attitude des soldats eux-mêmes varie en fonction de leurs opinions politiques. Au bar de l'Aletti, j'ai entendu des officiers défendre le même point de vue que les partisans de l'O.A.S. sur le siège de Bab-el-Oued. « Après tout, a dit un colonel, l'Armée assiégeait des « Pieds-Noirs ». Ce sont des Européens et je sympathise complètement avec eux quand ils tirent des toits sur nos troupes. » Un autre officier, rencontré au cours d'un dîner, m'a dit : « Qu'est-ce que la population de Bab-el-Oued pouvait faire d'autre que de tirer sur l'Armée ? Ils l'ont certainement fait à contre-cœur, mais s'ils n'avaient pas tiré, c'est l'Armée qui aurait tiré sur eux. »

Dans l'ensemble, les soldats du contingent sont fidèles au général de Gaulle, dans la mesure où celui-ci incarne pour eux l'espoir de regagner rapidement leur foyer. La « quille » paraît être leur unique préoccupation. Quant aux officiers, même ceux qui se font tirer dessus par l'O.A.S., semblent éprouver plus de sympathie pour le mouvement qu'on ne pourrait s'y attendre. Lorsque le moment de l'épreuve est venu, l'Armée a tiré sur les Européens, mais elle l'a fait à contre-cœur, sans cette brutale colère que les troupes manifestent généralement lorsqu'on leur tire dessus.

C'est surtout la masse musulmane qui a été frappée par le comportement des soldats musulmans qui ont tiré à bout portant sur la foule européenne. Depuis le cessez-le-feu, les musulmans n'ont eu qu'un seul slogan : « Restons calmes; ne provoquons aucun trouble. » Ils ont impressionné toutes les autres sections de la population (sauf l'O.A.S.) par leur comportement exemplaire et leur admirable retenue. Au moment du cessez-le-feu, quelque 500 officiers et responsables du F.L.N. sont arrivés à Alger et à

troubles ne soient déclenchés par des musulmans dans les quartiers échappant à leur contrôle, notamment dans certaines banlieues d'Alger où, depuis quelques mois, le M.N.A., financé, selon eux, par des partisans de l'Algérie française, a développé son influence. Ils ont envoyé des responsables dans ces quartiers mais, l'Armée et la police française continuant d'y patrouiller, ils ne peuvent y assumer l'entière responsabilité du maintien de l'ordre.

Il y a quelques mois, grâce à l'appui reçu par le M.N.A., un groupe de 99 musulmans a rejoint, dans la zone d'Orléansville, un maquis commandé par Salan. Peu de temps après, un nouveau parti, rejeton du M.N.A., a été créé. Il s'agit du M.P.A. (Mouvement Populaire Algérien), entièrement financé par l'O.A.S. et qui en accepte le programme. Les musulmans du M.N.A. avec lesquels j'ai discuté admettent que leur position paraît illogique, mais ils veulent se débarrasser d'abord du F.L.N. et ils estiment qu'ils ne pourront pas le faire sans l'aide de Salan. Ensuite, disent-ils, « nous nous retournerons contre les Européens et nous resterons seuls au pouvoir ». Si absurde que paraisse — et que soit — ce calcul, des centaines, peut-être des milliers de musulmans y croient ou sont payés pour dire qu'ils y croient. Beaucoup de gens pensent que le M.N.A. sera utilisé par l'O.A.S. pour provoquer les Européens et entraîner une riposte de ceux-ci contre les musulmans.

CLARE HOLLINGWORTH.

Oran, venant de Tunisie et du Maroc. Ils assurent l'autorité dans les casbahs et ils ont déclaré à la population « qu'elle devait se réjouir du cessez-le-feu, mais qu'il ne devait y avoir aucune explosion de joie avant la proclamation de l'indépendance. » Pas un seul drapeau F.L.N. n'est apparu dans les quartiers musulmans, ni aucun slogan sur les murs. Je n'ai vu nulle part de photographies de Ben Khedda ou de Ferhat Abbas, sauf dans les journaux français. Les « officiers » F.L.N. n'ont laissé personne sortir de la Casbah pendant la grève générale qui a suivi la proclamation du cessez-le-feu. Ils avaient installé des haut-parleurs dans les rues pour annoncer aux gens quand ils pouvaient se rendre de nouveau à leur travail et pour les inviter à ne répondre à aucune provocation.

Payés par l'O.A.S.

A l'intérieur de la Casbah, siège un comité central où sont représentées toutes les tendances politiques du F.L.N. J'ai rencontré les membres de ce comité deux ou trois fois, et ils m'ont frappé par leur calme et leur intelligence. Ils ne m'ont pas caché qu'ils redoutaient que des